

Stéphane Rossini ***Conseiller national***

Familles : le Conseil fédéral panique !

En proposant de réduire le programme d'impulsion en faveur des crèches de dix à huit ans et d'un milliard à deux cents millions de francs, le Conseil fédéral taille une fois de plus « à la hache » en matière de politique sociale ; qui plus est, à son parent pauvre. De toute évidence, 25 millions par an ne suffisent pas pour assumer les objectifs politiques (créer sur dix ans 100 mille places d'accueil) et le fonctionnement du programme. Les aides pouvant durer jusqu'à trois ans, des moyens supérieurs seront nécessaires au cours des premières années. On pourrait certes imaginer une dégressivité des financements, mais en aucun cas une réduction qui, dans les faits, signifie une mise à mort.

Cette situation est d'autant plus inacceptable que les décisions du Parlement, en mars 2001, puis de la commission du National, en février dernier, s'appuient sur de larges majorités. A l'exception de l'UDC et de quelques radicaux, partis et milieux économiques s'entendent pour reconnaître l'urgence d'agir en faveur du soutien à la famille et permettre de mieux concilier activité professionnelle et prise en charge des enfants. Les positions de l'Union patronale suisse sont, par exemple, claires et déterminées. Au-delà de leurs intérêts immédiats (disposer de main-d'œuvre), ce soutien est fondamental, car il permet d'accéder aussi à des objectifs sociaux.

Si l'attitude du Conseil fédéral n'est guère étonnante, elle est condamnable. S'agissant des réductions fiscales, avec la majorité bourgeoise du Conseil national, il a favorisé les familles aisées au détriment des classes moyennes inférieures et des plus défavorisées. Dans le domaine des allocations familiales, il a, de 1996 à 2002, laissé croire qu'une harmonisation de ce régime interviendrait par la Nouvelle péréquation financière (NPF), cela pour refuser l'initiative Frankhauser exigeant cette harmonisation. Il exclut maintenant cet objet de la NPF pour privilégier le traitement de l'initiative... Quand on sait qu'obtenir une majorité sera quasiment impossible, le jeu du Conseil fédéral est évident : faire couler le projet !

Osons maintenant espérer qu'entre la gauche et le PDC, qui se veut le parti de la famille, une majorité l'emporte et contre un Conseil fédéral obnubilé désormais par les mécanismes techniques de frein à l'endettement, oubliant la prédominance du Politique sur l'arithmétique dans la conduite des affaires publiques. Oubliant aussi que derrière son discours catastrophiste sur les finances de la Confédération, il annonce des milliards de bénéfice du côté de la Banque nationale. Paradoxal ? Non, le principe du moins d'Etat sévit.

[Retour](#)